Dans les cortèges du 17 octobre, « une population non blanche, longtemps invisibilisée, qui revendique sa place »

Spécialiste du mouvement des Gilets jaunes et observateur attentif des manifestations du 17 octobre, le chercheur en sociologie politique Charif Elalaoui alerte sur une profonde « colère » et note l'émergence d'une « jeunesse racisée, issue des quartiers populaires », qui « se mobilise et se fait entendre ».

OnOn ne trouve pas beaucoup de sociologues qui ont à la fois enquêté sur le terrain tout au long du mouvement des Gilets jaunes, puis observé de près la manière dont la mobilisation autour du 17 octobre s'est constituée. Charif Elalaoui, chercheur affilié au laboratoire Espaces et sociétés du CNRS, l'a fait.

Spécialiste des processus de politisation et des inégalités raciales, notamment face aux défis écologiques, il suit depuis une ville moyenne de Normandie les flux et les reflux des mobilisations depuis une dizaine d'années. Il repère aujourd'hui une *« colère sociale »* profonde. *« Les gens ont le sentiment de ne plus être écoutés, que leurs revendications, leur mobilisation, leur vote parfois, ne servent à rien »*, alerte-t-il.

Envie de décrypter les rapports de force entre économie et social ?

Après avoir observé la construction du mouvement du 17 octobre, notamment sur TikTok, Charif Elalaoui a interrogé les participant·es à la manifestation. Il y a vu davantage de cadres que lors des Gilets jaunes, mais aussi *« une population non blanche, longtemps invisibilisée »*, qui *« revendique sa place au sein de l'espace politique et social »*.

« Mediapart » : Comment avez-vous travaillé sur la manifestation du 17 octobre ?

Charif Elalaoui : J'enquête sur les mouvements sociaux en Normandie depuis une dizaine d'années, en mobilisant des outils des sciences sociales pour comprendre les revendications et les ressorts des mobilisations. Cela a été ma démarche pour le 17 octobre. J'ai commencé par des observations en ligne depuis début septembre, avec les premiers appels autour de cette date.

J'ai ensuite construit un questionnaire que j'ai passé aux participant·es dans une ville moyenne de Normandie, avec une géographe, Morgane Esnault, et un ingénieur de recherche au CNRS, Quentin Tura. Nous avons obtenu 90 réponses. Il s'agit de données localisées, en cours de traitement, qui permettent d'appréhender le mouvement par études de cas. Il faut également les confronter à d'autres territoires afin de croiser les données.

Quelles sont vos premières constatations ?

Dans notre échantillon, la moyenne d'âge se situe autour de 34 ans, donc relativement jeune, et les 25 ans et moins en représentent 29 %. Un peu plus d'une personne sur deux est une femme. Le mouvement est donc très féminisé. Il comprend aussi beaucoup de personnes non blanches, qui ont largement pris leur place dans le mouvement.

Du point de vue des catégories socioprofessionnelles, si l'on reprend la grille de l'Insee, on trouve, en plus des étudiant·es qui étaient bien mobilisé·es, une partie non négligeable de cadres et de professions intellectuelles supérieures, dont des enseignant·es, des psychologues de l'éducation nationale, des fonctionnaires, des juristes…

Comparativement à d'autres mouvements comme les Gilets jaunes, les ouvriers et employés étaient sous-présentés, puisqu'ils n'arrivent qu'en troisième position, après les cadres et les professions intermédiaires. Mais il pourrait aussi s'agir d'un effet d'échantillon, qu'il faut potentiellement affiner au regard d'autres configurations.

C'est une partie des raisons qui vous font penser que ce mouvement du 17 octobre est différent de celui des Gilets jaunes, que vous connaissez bien ?

Depuis septembre, beaucoup de médias parlent en effet d'un *« retour des Gilets jaunes »*. C'est sans doute dû aux premiers appels, qui étaient très en lien avec la hausse des prix des carburants et la reprise de certains codes des Gilets jaunes.

Et il est vrai que ce nouveau mouvement rejoint les mobilisations construites en dehors des institutions politiques et syndicales traditionnelles, comme on en a déjà vu ces dix dernières années. Des grandes mobilisations, des éruptions populaires qui se structurent par le bas.

Mais c'est une chose de reprendre les codes du mouvement des Gilets jaunes – avec le gilet, un certain vocabulaire, une construction par le bas… –, et c'en est une autre de remobiliser les mêmes classes populaires, habitant en majorité dans des espaces ruraux ou périurbains. Il faudra observer, dans les jours à venir, si ces classes populaires font leur « retour ». Pour ma part, je vois pour l'instant quelque chose d'autre se construire. D'autres populations, d'autres secteurs se mobilisent.

C'est-à-dire ?

Une jeunesse racisée, issue des quartiers populaires, est très présente. Dans l'histoire des mobilisations locales que j'étudie, je ne l'avais vue venir massivement que pour deux grands mouvements : les hommages à George Floyd *[tué par un policier lors de son arrestation à Minneapolis, aux États-Unis – ndlr]* en 2020, à la suite du mouvement Black Lives Matter, et les rassemblements contre l'islamophobie à la suite du meurtre d'Aboubakar Cissé *[dans une mosquée à La Grand-Combe, dans le Gard – ndlr]*, en 2025.

Dans ces mobilisations, il y a quelque chose qui se joue. Une population non blanche, longtemps invisibilisée et à qui on a dénié le droit de parler au nom du pays, se mobilise et se fait entendre. Elle revendique sa place au sein de l'espace politique et social. Parce que le peuple français, c'est aussi elles et eux. Il faut saisir ce qui est en train de se jouer dans la complexité et la profondeur des colères qui s'expriment.

Quelles sont les colères que vous avez recueillies ?

La première chose, c'est vraiment le soutien au mouvement lycéen, qui ressort très nettement. Il y a ensuite la question des inégalités sociales qui structurent aujourd'hui la société française, avec des écarts de plus en plus énormes entre les personnes qui gagnent très bien leur vie et les catégories

populaires, et même ce qu'on appelle la classe moyenne, une thématique déjà portée en 2018. Les services publics et le pouvoir d'achat aussi.

Ensuite, la question des violences policières est très importante et revient à de nombreuses reprises dans les questionnaires. Il y a aussi des choses qui questionnent ce qu'on peut appeler l'ordre capitaliste, sans oublier la solidarité avec la Palestine et l'enjeu écologique.

Certaines de ces questions recoupent tout de même des sujets qui ont émergé dans le mouvement des Gilets jaunes…

Les situations politiques ne sont pas les mêmes, ni la structuration en termes de classe ou d'âge, comme je l'ai indiqué. Mais ce mouvement peut rejoindre celui des Gilets jaunes en effet sur deux constats. D'abord, le fait que les institutions politiques de la V^{e} République sont perçues comme usées et la question démocratique que cela pose, avec une colère liée au fait de ne pas être entendus.

Cette colère sociale, c'est quelque chose qui est très profond. Les gens ont le sentiment de ne plus être écoutés, que leurs revendications, leur mobilisation, leur vote parfois ne servent à rien.

Vous insistez beaucoup sur la question du cadrage politique et médiatique de ces revendications. En quel sens ?

Je me souviens très bien qu'au départ du mouvement des Gilets jaunes, les grands médias, les chaînes d'information, accueillaient cette colère populaire décrite comme légitime. On a vu des classes populaires, qui sont souvent sous-représentées, venir témoigner sur les plateaux des chaînes d'information en continu, etc.

Ce cadrage a progressivement changé après le 1er décembre 2018, à la suite des événements autour de l'Arc de Triomphe. Tout à coup, les Gilets jaunes n'étaient plus des personnes avec des revendications audibles, mais des dangers pour la République.

Avec beaucoup de sociologues, nous avons dit qu'il fallait faire attention parce que les gens se mobilisent pour des raisons précises, avec des choses à dire : ils dénoncent les inégalités sociales et raciales, la vie chère, le « ras-le-bol » de ne pas être écoutés et montrent une détermination à vouloir défendre leurs droits, avec une jeunesse qui voit également son horizon se rétrécir sur fond de crise écologique.

Tant que ces sujets ne sont pas traités, les raisons de la colère sont encore là. On ne peut pas répondre à la colère seulement par la répression, parce que cela ne la fait pas disparaître. Et les colères s'agrègent, jusqu'à nous conduire à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Se pose aussi la question des différents types d'action. Quel regard portez-vous sur les violences qui ont émaillé les mobilisations samedi 17 octobre, avec ce qui a ressemblé à un ciblage d'institutions symboliques ?

Les spécialistes du sujet, indépendamment de ce mouvement, montrent que la violence est un répertoire d'action qui a ses propres ressorts, et qui peut viser des symboles de l'État ou du capitalisme. Il ne s'agit pas donc d'en donner une appréciation morale, mais de comprendre

sociologiquement pourquoi surgissent des événements de cette nature qui sont contextuels. C'est différent des scènes de pillage.

Lorsqu'on évoque les violences, les chercheurs et chercheuses qui travaillent de manière plus longue sur le monde social et ses structures montrent également qu'il y a une violence au quotidien : la violence sociale, les discriminations et l'exploitation…

Le débat sur les violences risque-t-il d'effacer les raisons de la mobilisation ?

La manière dont ce type d'images circule très vite risque de conduire à l'invisibilisation des revendications. Si des gens sont descendus dans la rue samedi 17 octobre, c'est qu'il y a des questions profondes qui ne sont pas traitées. Les inégalités sociales, les discriminations raciales et la manière dont certaines institutions de la République traitent une partie de la population issue de l'immigration postcoloniale… Ces sujets-là, qui sont beaucoup mis en avant par les manifestants, disparaissent.

Ces revendications passent aussi beaucoup par les réseaux sociaux, notamment sur TikTok, où le mouvement actuel s'est organisé. Est-ce nouveau ?

Oui, et c'est là que la discussion devient vraiment intéressante, parce qu'il y a des rapprochements à faire avec ce qui se passe à l'international. Notamment ce qu'on appelle la « Gen Z ». Les réseaux sociaux permettent en tout cas de construire des choses, c'est un espace de politisation pluriel.

J'ai travaillé sur la mobilisation de cette « Gen Z » au Maroc, qui s'était structurée sur Discord. Je me permets d'ailleurs une brève parenthèse : au Maroc comme ailleurs, ces mouvements ont été marqués par des répertoires d'actions violentes. Certains commentaires sur des grandes chaînes d'information y avaient alors vu une effervescence populaire et une génération des Suds qui prenait les choses en main ! Il s'agit donc bien d'un cadrage.

Pour les Gilets jaunes, au départ, c'était sur Facebook. « Bloquons tout », en septembre 2025, est beaucoup passé par Telegram. Et pour le 17 octobre, c'est sur TikTok, un espace très jeune et où une population non blanche est assez présente.

Quand on les écoute, ils ont beaucoup de choses à dire. Les dépolitiser me semble rater les ressorts sociaux de ce qui se joue dans la jeunesse d'aujourd'hui, très connectée, très au fait de ce qui se passe dans le monde. Mais il faut également observer comment un autre phénomène se produit : de plus en plus de personnes non blanches sont à l'initiative, tant dans le domaine écologique que dans les domaines politique et social.

C'est à mettre en regard avec les institutions de médiation traditionnelles, les partis politiques et les syndicats, qui ont de plus en plus de mal, effectivement, à proposer des modalités fédératrices pour des grands moments de mobilisation.

Comment voyez-vous les jours et les semaines à venir, alors que des appels à continuer la mobilisation circulent pour ce week-end et les suivants ?

Il semble qu'un calendrier de mobilisation s'installe, il faut voir comment il va évoluer jusqu'au 5 novembre *[date à laquelle les syndicats appellent à manifester – ndlr]*. Cela peut durer, puisque, au lieu de répondre aux revendications, le gouvernement répond par l'instauration de couvre-feux localisés, à l'image de ce qui a été fait dans les outre-mer.

Mais ils ne comprennent pas ce qui traverse cette jeunesse : elle voit les conditions mêmes de son horizon et de son avenir en train de s'effondrer. Il y a une cristallisation autour de ces sujets, qui débouche sur une crise sociale et politique. Et qui ne va pas disparaître tant que des réponses ne sont pas apportées.

La question se joue aussi autour de l'interprétation sociale et politique du 17 octobre. Des travaux comme ceux de Doug McAdam et William H. Sewell mobilisent l'idée d'*« événement transformateur »* pour comprendre certains événements historiques, susceptibles de rompre soudainement avec des hypothèses tenues pour acquises dans la vie sociale et politique. Il faudra continuer de mener des recherches pour déterminer si l'on est face à une telle situation en France.

Dan Israel LIBERATION - 20 octobre 2026